

Vous souhaitez adhérer.

Rien de plus simple. Il suffit de remplir et de renvoyer le coupon ci-dessous 2, rue Féry 51 100 Reims :

Demande d'adhésion
(à remplir par vos soins)

Nom: Prénom:

Né(e) le : à :

Adresse :

Tél :

Déclare par le présent bulletin vouloir adhérer à l'association loi de 1901 REIMS EMPLOI SOLIDARITE dont le siège social est situé à Reims.

Je souhaite adhérer à titre de:

*[] Membre salarié(e) *[] Membre chômeur

Montant de la cotisation par an:

*[] 100F (salarié(e)) *[] 50F (chômeur AUD)

*[] 20F (chômeur RMI/ASS) *[] 70F (salarié(e) précaire)

Fait à: Date:

Signature

(*) Cochez la case correspondante

REIMS EMPLOI SOLIDARITE

Agir ensemble contre le chômage

Une association
pour vous défendre
pour lutter contre le chômage

R
E
S



"Contre Le chômage, la précarité, les discriminations, l'exclusion, agissons toutes et tous ensemble pour une société plus juste.

"Vous êtes menacé de radiation: sans attendre contactez nous, vous pouvez être assisté".

Qui sommes nous ?

R.E.S est née au mois de Juillet 1995 à l'initiative de personnes, chômeurs ou non, qui n'admettent pas le chômage, la précarité et l'exclusion comme relevant d'une fatalité.

L'association est régie par la loi de 1901 et le décret du 16 Août 1901. Elle porte le n° 8024.

L'association est composée d'adhérents et de sympathisants. Elle n'est liée à aucune structure politique. Chaque personne peut librement demander son adhésion.

Que faisons nous ?

Suivant l'objet figurant dans nos statuts :

L'accueil, l'écoute et l'aide dans les démarches des personnes privées d'emploi. L'association lutte contre le chômage, mais aussi contre l'exclusion, contre les discriminations ne concernant pas que l'emploi; pour la reconnaissance du droit à la dignité et à la différence.....

R.E.S participe à des actions nationales: droit à l'emploi; droit à un revenu décent pour tous; lutte contre la précarité; transports gratuits pour les démunis; le respect des droits fondamentaux; la représentation des chômeurs dans les ASSEDIC, et dans les instances où leur sort est concerné.....

D'autre part, elle participe à des assises, des colloques nationaux et européens; sollicite les élus et répond à l'interpellation des médias sur des sujets d'actualité.

R.E.S. est membre d'un mouvement national: AC! (Agir ensemble contre le Chômage). Elle fait aussi partie du réseau "Marches européennes contre le chômage et la précarité" .

R.E.S. représente les personnes privées d'emploi dans comités de liaison, aux échelons local et régional mis en place auprès de l'ANPE ,de l'AFPA et de la DDTEFP. Ses permanents assistent les personnes en voie de radiation dans les commission de recours, et à l'ANPE.

Grâce aux actions menées par des associations, comme la nôtre, depuis plusieurs années, quelques avancées ont pu être obtenues: Fonds d'urgence sociale début 98, l' augmentation et indexation du RMI et de l'ASS sur le "coût de la vie", la création des comités de liaison, la loi contre l'exclusion juillet 1998. Sans notre mouvement, les pouvoirs publics n'auraient certainement pas cerné l'urgence de la situation qui nécessite des mesures immédiates et radicales.

Mais ce qui a été octroyé reste largement insuffisant et ne correspond ni à la lecture, ni à l'esprit de notre Constitution. Les emplois précaires augmentent. La protection sociale, le SMIC sont menacés. Un vaste chantier doit être ouvert pour plus de justice sociale et d'équité, pour exclure le chômage, la précarité et la pauvreté.

Rappel de quelques moments forts :

- Marches Européennes contre le chômage, la précarité et l'exclusion en 1997 (Amsterdam).
- Mouvement national des chômeurs de décembre 97 et début 98 pour l'augmentation des minima sociaux (ASS, RMI, minimum vieillesse, allocation handicapés, API) et l'octroi d'un revenu pour les jeunes de moins de 25 ans.
- Rencontre avec le Mouvement de chômeurs allemands le 8 Mai 98 à Strasbourg, sur le pont de l'Europe.
- Actions fin 98 pour l'augmentation de 1500F/mois des minima sociaux.
- Manifestation européenne à Cologne contre la précarisation de la société, mai 1999.
- Lutte contre la convention UNEDIC et le PARE (plan d'aide au retour à l'emploi), année 2000.
- Contre sommet européen à Nice, 6, 7, 8 décembre 2000.

☎ Si vous avez besoin de nous joindre, de nous rencontrer:

téléphonez au 03 26 06 08 98 ou au 06 80 30 06 09 ou écrivez à RES/AC! 2 rue Féry, 51100 Reims. e-mail : <ac.res@wanadoo.fr>